|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

**Communiqué de presse**

Mardi 24 novembre 2020

**Rencontre avec Bruno le Maire et le PDG de Vallourec :**

**Hervé Morin et Nicolas Mayer-Rossignol**

**disent « non » à la fermeture du site**

**À la suite des annonces du Groupe Vallourec mercredi dernier et de leur réunion jeudi midi avec les représentants du personnel de l’entreprise de Déville-lès-Rouen, Hervé Morin, Président de la Région Normandie, et Nicolas Mayer-Rossignol, Maire de Rouen et Président de la Métropole Rouen Normandie, ont rencontré ce matin Edouard Guinotte, PDG du Groupe Vallourec, puis Bruno Le Maire, Ministre de l’Economie, de la Finance et de la Relance. Ils étaient accompagnés lors de ces deux échanges de Dominique Gambier, Maire de Déville-les-Rouen, et de Damien Adam, Député de la 1ère circonscription de Seine Maritime.**

**Pour Hervé Morin, Président de la Région Normandie et Nicolas Mayer-Rossignol, Président de la Métropole Rouen Normandie :** « *les annonces du groupe industriel mondial Vallourec frappent un site industriel majeur de la Vallée de la Seine et ne peuvent que susciter colère et consternation, en particulier compte-tenu de la mobilisation de l’ensemble des acteurs publics qui accompagnent ce site depuis 2016, date de la fermeture du laminoir, pour stabiliser sa situation. Le site de Déville-lès-Rouen (200 salariés) est un fleuron européen du traitement thermique de métaux, il était encore à l’équilibre en 2019 : le savoir-faire de ses salariés ne saurait être remis en cause*».

Lors des échanges de la matinée, ils ont rappelé que la BPI, et à travers elle l’Etat, est actionnaire à hauteur de 15% du Groupe et regretté que Vallourec n’ait pas entrepris davantage les diversifications nécessaires qui auraient pu permettre au groupe d’entrer plus fortement dans le défi de la transition énergétique et d’anticiper la baisse du prix du pétrole *: « ce manque d’ambition et anticipation est clairement de la responsabilité de l’entreprise, qui doit assumer ses choix de court terme »*.

Aussi, ils ont demandé à l’entreprise :

* un moratoire d’un an - ce que pour l’instant le Groupe refuse d’envisager ;
* un engagement sur un fonds de revitalisation et d'investissement pour faciliter la reprise ;
* dans le cas d'un PSE, un niveau d'indemnisation le plus élevé possible ;

**Hervé Morin et Nicolas Mayer-Rossignol en appellent à l’Etat** : « *L’enjeu est d’intérêt national. Le Gouvernement doit nous aider à faire pression sur Vallourec. La Vallée de la Seine représente le quart des établissements et la moitié des emplois salariés du secteur au niveau national. L’Etat ne peut assister sans réagir à la disparition progressive d’une industrie stratégique qui a marqué durablement le territoire. Il lui appartient de construire avec les collectivités une vision globale de ses mutations et une politique d’accompagnement adaptée des savoir-faire comme des salariés*».

**Contacts presse :**

* Métropole Rouen Normandie : Perrine BINET - perrine.binet@metropole-rouen-normandie.fr

02 32 76 84 24 – 07 64 67 18 05

* Région Normandie : Emmanuelle TIRILLY – emmanuelle.tirilly@normandie.fr

02 31 06 98 85 – 06 13 99 87 28